



MANIFESTE DU RESEAU INTERNATIONAL FEMINISME ET AGROECOLOGIE

Le Colloque qui a eu lieu à Recife en avril 2019 est la troisième Rencontre d'une série d'échanges (Colloque de 2012 à Toulouse, 2015 à Lyon, France) qui explique aujourd'hui la volonté politique de bâtir un réseau féministe international d'agroécologie. Ce réseau propose d'articuler les savoirs et les expériences des organisations sociales et académiques pour porter des plaidoyers politiques et des soutiens à des mouvements sociaux. Nous défendons conjointement le souci de bâtir un modèle agro-alimentaire paysan et soutenable, la reconnaissance de la place des femmes et l'émancipation féminine.

Ce réseau que nous défendons et bâtissons est un projet politique de transformation sociale, de production de savoirs et d'échanges de pratiques. Il s'appuie sur la combinaison d'acteurs.trices impliqué.e.s en tant que chercheur.e.s et enseignant.e.s chercheur.e.s féministes, des organisations non-étatiques et des syndicats ou des organisations paysannes.

Le féminisme est évidemment une question transversale : nous ne parlons pas d'agroécologie féministe mais d'approche féministe de l'agroécologie car nous travaillons à l'intérieur des structures existantes pour revendiquer une nécessaire visibilité de nos combats.

Le réseau féministe d'agroécologie a pour ambition d'articuler une responsabilité (envers les écosystèmes, les territoires et les communautés) et une reconnaissance sociale des droits de sujets politiques (particulièrement les femmes) engagés dans le changement social autour des enjeux agricoles et alimentaires. Les savoirs que nous défendons sont ceux co-produits dans les échanges entre les trois sphères de l'académie et de la formation, de l'accompagnement technique et politique par les ONG et du monde paysan, selon une approche féministe. Nous reconnaissons que ces savoirs sont inscrits dans des contextes qui les singularisent, ce qui nous amène en particulier à souligner l'importance des mouvements noirs et indigènes.

Nous engageons la lutte contre toutes formes de violence présentes à diverses échelles sociales et spatiales du modèle patriarcal (les institutions de l'Etat, les communautés, les familles) et colonial (le modèle de développement libéral de l'agro-industrie aux différentes échelles).

DES POLES REGIONAUX DE CIRCULATION DE CONNAISSANCES ET DE STRATEGIE D'ACTIONS

Le réseau international s'appuie sur des pôles régionaux en construction en Amérique latine (Brésil, Mexique, Colombie, Argentine, Uruguay), en Afrique (de l'ouest), en Asie (Inde) et en Europe (France, Suisse, Espagne) qui bâtissent leur propre agenda politique, s'appuient sur la singularité de leur réseau d'acteurs.trices et agissent à l'échelle de l'originalité de leur différents écosystèmes.

L'objectif est de fonder des actions collectives, de créer des solidarités et de visibiliser les enjeux autour des valeurs défendues. Nous souhaitons créer un espace de circulation des concepts fondateurs de nos engagements pour construire un langage commun entre formation de base et académique favorisant un dialogue autour des savoirs féministes à la base de l'agroécologie.



La recherche pratiquée est engagée : les chercheur.e.s partagent l'éthique d'une recherche mise au service d'enjeux de société collectivement énoncés. La recherche-action participative que nous défendons part de ce qui a de l'importance pour les gens, les familles, les communautés avec lesquels nous travaillons ou avec lesquelles nous vivons.

ANALYSES COMMUNES, OUTILS CONCEPTUELS DE L'APPROCHE AGROECOLOGIQUE FEMINISTE

Nos travaux articulent quatre critiques du modèle de développement socio-économique du capitalisme agroindustriel libéral.

Critique d'une science moderne qui a oublié l'importance relationnelle de la vie : que ce soit dans les relations entre êtres humains et non humains, ou avec la nature et le monde matériel. Nous nous inscrivons dans une perspective écoféministe qui critique une vision mécaniciste, réductionniste et naturaliste des écosystèmes. Nous revendiquons une vision organiciste, relationnelle et holiste (relationnelle et complexe) du rapport au vivant et à une nature vivante (diverse et adaptative), selon la diversité des enjeux des territoires et de leur adaptation à leur environnement.

Cette perspective holiste, globale, intégrant la préoccupation systémique, permet de comprendre la place des femmes et des hommes dans la préservation de la biodiversité à toutes les échelles : celle de la diversité écologique (selon les différents biotopes et leur évolution en lien avec la transformation des paysages) ; celle de la diversité des espèces dans les écosystèmes, y compris les plantes des jardins familiaux souvent entretenus par les femmes, comme des hauts lieux de la biodiversité importante pour l'alimentation et les soins médicaux ; et la diversité génétique des plantes et des animaux, considérant que leur sélection est aussi un enjeu de genre selon les rôles sociaux.

Critique de l'économie formelle qui a oublié que l'économie relève de plusieurs principes de comportements économiques. L'économie sociale et solidaire féministe à partir de laquelle nous travaillons, s'inscrit dans une approche critique de la crise de la reproduction sociale des paysanneries à travers le monde et dans une perspective hétérodoxe de l'économie. Nous déconstruisons les dichotomies au fondement de l'invisibilité et de la non reconnaissance du travail des femmes, y compris dans les pratiques agroécologiques : reproduction sociale/production, marchand/non marchand, en montrant précisément comment elles sont constitutives les unes des autres.

Critique d'une vision du politique restreinte aux pouvoirs publics et de la démocratie limitée à la représentation, qui ignore l'importance des espaces publics, notamment subalternes, dans les luttes contre les inégalités et pour la démocratisation. Nous attirons l'attention sur les conditions de participation politique des agricultrices, au travers d'espaces de prise de parole qui permettent la délibération et la politisation de questions autrement cantonnées à la sphère privée, comme le travail de *care*. Nous reconnaissons l'importance de l'organisation collective, notamment les réseaux féministes qui mettent en pratique le principe selon lequel « le privé est politique » et qui permettent des transformations personnelles et collectives aux différentes échelles.



Critique de la division du travail qui a oublié l'articulation des questions entre vie privée et vie publique : l'assignation des femmes aux tâches domestiques et de *care* reproduit les inégalités/asymétries de genre structurant les sphères économique et politique.

Nous accompagnons la réhabilitation des activités de *care* qui mettent à jour la double dépendance des sociétés vis-à-vis de leur nature et vis-à-vis des soins aux êtres, aux choses, au monde. Nous reconnaissons le rôle fondamental que jouent les femmes autant dans la sphère domestique que dans les activités liées à l'entretien de la vie : soins liés au corps, aux plantes et aux animaux, à l'alimentation, aux écosystèmes et aux tissus sociaux, tout ce qui rend possible la vie. Nous dénonçons le cantonnement historique des femmes au domestique, au privé, à l'attention aux autres (jeunes, vieux, malades), à l'alimentation, à la proximité affective (s'exposant à promouvoir une vision essentialiste de la mère nourricière), au jardin et à la nature, ce qui a contraint leur place dans la sphère publique, au quotidien et à la répétition des soins. Mais dans le même temps, nous revendiquons que l'attention aux besoins et aux attentes d'autrui est aussi une pratique sociale essentielle qui doit être partagée avec les hommes. Nous considérons que si le privé est politique, la perspective féministe de l'agroécologie revendique aussi de porter à un niveau politique les questions du jardin, des champs et de la cuisine comme espace d'articulation entre la production, la transformation et la consommation. Ce sont à partir de ces places que l'agroécologie que nous revendiquons accompagne la prise de parole et de responsabilité de nouveaux sujets politiques : les productrices agroécologiques.

Cette agroécologie que nous revendiquons est proche de l'écologie politique qui dénonce une approche romantique des savoirs agroécologiques des femmes et une lecture homogénéisante du groupe social des femmes. Elle récusé aussi une responsabilisation accrue des femmes pour le devenir de la planète et une invisibilisation des savoirs et des responsabilités des hommes.

Penser une (agro)écologie politique féministe impose de penser les intersectionnalités des inégalités, de la division sexuelle du travail, des droits aux « ressources » (terre, eau, semences, marché, etc.) et au pouvoir de décision.

Un résultat important est aussi de considérer le territoire comme un espace d'autonomie et de relations, pas seulement comme un espace de reproduction physique, mais aussi culturel lié à l'histoire des pratiques dont l'analyse doit dénoncer et rompre avec toutes formes de hiérarchie et de construction des inégalités de genre, de race et de classe.

NOS OBJECTIFS SONT :

- Promouvoir l'intégration des établissements d'enseignement et des organisations sociales travaillant dans le domaine du genre, de l'agroécologie et de l'action collective.



- Faciliter la socialisation et l'échange d'expériences en agroécologie féministe des agricultrices et agriculteurs, ainsi que les autres acteur.rice.s impliqué.e.s dans des activités agroécologiques (notamment les liens avec les consommateur.rice.s/mangeurs).

- Connaître et favoriser l'échange d'expériences autour d'actions collectives de femmes travaillant pour la sécurité et la souveraineté alimentaires et la promotion de la transition agroécologique.

- Approfondir les actions de coopération entre les institutions universitaires des différents pays participants afin de promouvoir une internationalisation des centres de recherche et des programmes de premier et deuxième cycles ayant une interface dans ce domaine.

- Construire des plaidoyers politiques pour accompagner les changements des politiques publiques agricoles et alimentaires.

Nous continuons à partager des actions concrètes pour défendre : les systèmes alimentaires locaux et soutenables, les communs, les droits des communautés traditionnelles.